Refusé parce que politique

Parce que je ne crois pas à l'efficacité de la violence armée, comme à toute forme de violence et d'exploitation. Parce qu'accepter la violence c'est entrer dans un cycle infernal, une spirale où la violence ne fait qu'entraîner plus de violence encore.
Parce que [...]

Parce que la politique du gouvernement français non seulement favorise les injustices sociales à l'intérieur de la France, mais participe à renforcer et aggraver l'injustice économique monstrueuse que crée le commerce international, injustice permettant à nous, 20 % de la population mondiale, de détenir 80 % des richesses terrestres, maintenant ainsi 80 % des hommes en état de sous-développement, en plus de cela surexploitant la main-d'œuvre venant de ces «pays réservoirs».

Pour ces motifs:

Je refuse d'apprendre le maniement des armes.

Je refuse le conditionnement d'un service militaire.

Je refuse l'endoctrinement d'un service civique.

Je pense avoir mieux à faire que d'apprendre à tuer, en faisant un service civil.

Je demande donc à bénéficier de la loi 63-1255 du 21-12-63.

Jean-Michel Fayard

* *

Il y a de nombreuses raisons qui démontrent le danger et le drame de la militarisation qui envahit tous les pays...

Sur le plan national déjà, 18 % du budget de l'État, au moins est alloué aux dépenses militaires alors que le pays manque de l'élémentaire social, c'est-à-dire entre autres: de logements à loyer correct, de crèches, d'écoles, de routes, d'autoroutes.

De plus, la militarisation, réelle et coûteuse du pays est responsable aussi de toutes ces créations démentielles qui atteignent la perfection dans la destruction: les armes atomiques, bactériologiques, chimiques... qui ont déjà montré comment on peut transformer la planète en un enfer radioactif et pollué.

D'autant plus qu'il est impossible de justifier leur utilisation même pour se défendre contre une invasion, puisque dans ce cas l'arme menacerait le pays même qu'elle est susceptible de défendre.

Payer pour détruire alors qu'il manque de l'argent pour construire. Avec cela je ne suis pas d'accord!

François Janin

* *

Nous refusons de participer aux activités militaires.

Nous avons renvoyé notre ordre d'appel.

Nous avions fait une demande de statut d'objecteur de conscience exprimant nos convictions non violentes et notre opposition à la militarisation.

Les autorités militaires par leurs décisions arbitraires ont rejeté nos demandes. Elles montrent ainsi leur détermination de marginaliser le phénomène de l'objection de conscience et de le rendre inoffensif.

Nous refusons de tenir compte des décisions de l'armée prises

à notre égard depuis le 1er octobre et nous travaillons actuellement dans une organisation solidaire des plus défavorisés, en particulier des immigrés.

[...]

Cet engagement n’est pas un passe-temps:

– C’est une concrétisation du sens de notre refus de l’armée;

– C’est l’expression de notre refus de cautionner les répressions, sanglantes aidées par les armements français;

– C’est une manifestation de nos conceptions d’entraide internationale.

Notre combat est non violent car nous croyons en la force révolutionnaire de la non-violence dans le monde occidental.

Nous nous déclarons solidaires des luttes contre les pouvoirs qui utilisent la violence et qui assurent leur maintien par la répression du peuple.

Janin - Fayard